

LA REVOLUTION DE LA CONNAISSANCE ET DES SAVOIRS, OUTIL DE LA TRANSFORMATION SOCIALE ; SA MAITRISE, UN ENJEU DE CIVILISATION

Contribution de la commission éducation

Le capitalisme a intégré la place nouvelle des connaissances et de la créativité dans la production de valeur ajoutée. Il a besoin d'une main d'oeuvre plus créative et mieux formée, sans que ce haut niveau de formation et de créativité ne débouche sur une maîtrise accrue du travail et des choix collectifs.

Aujourd'hui les forces ultralibérales prennent appui sur la place nouvelle des savoirs et de la créativité pour franchir une étape dans l'individualisation du travail et la mise en concurrence généralisée, empêchant ainsi l'accès à des pouvoirs nouveaux. Et pour faire de la connaissance une valeur marchande. L'enjeu économique, politique et social est bien là.

Les dirigeants et représentants du capitalisme version néolibérale mondialisée pensent l'éducation et lui donnent une place centrale dans leur projet d'accaparement sans limite des richesses et d'augmentation des taux de profit. Leurs officines de pensée ont produit moult écrits sur le sujet et Macron a choisi pour ministre de l'éducation l'ex directeur de l'Institut Montaigne. Pour eux la maîtrise des connaissances est une source de profits et la formation des esprits est un moyen de conserver la domination de classe . Si la bourgeoisie l'a bien compris, faisons grandir l'idée qu'elle est en même temps un levier de transformation sociale.

La centralité des questions d'éducation dans tout projet de société, dans tout projet politique, n'est pas nouvelle. Depuis plus de deux siècles, en France, elle irrigue l'histoire des luttes sociales, est toujours au carrefour de l'économique, du politique et de l'idéologique (Révolution Française, Commune de Paris, juin 36, plan Langevin-Wallon, mai 68, public/privé...).

Cette centralité est aujourd'hui attestée par la multitude des travaux de recherche qui lui sont consacrés (sociologie, psychologie, didactique, pédagogie, politique éducative...), par le travail réalisé dans certains syndicats (notamment la Fsu et la Cgt) et dans les mouvements pédagogiques "progressistes" (notamment le GFEN), pour ne citer que ceux avec qui nous avons des proximités d'analyse : jamais le travail critique et prospectif sur l'éducation et le système éducatif n'a été aussi riche et divers qu'aujourd'hui.

Cette centralité de la question éducative est attestée par les attentes et les exigences sociales contradictoires qu'elle génère, par l'investissement des parents des classes populaires dans un système scolaire dont le moins que l'on puisse dire est qu'il ne le facilite pourtant pas. Elle est également attestée par les luttes sociales qui se mènent régulièrement à l'occasion des mesures de cartes scolaires, et pour exiger des mesures de justice sociale et d'égalité. La bataille pour l'accès de toutes et tous à l'université après le baccalauréat manifeste l'ambition éducative de la population.

La part du travail intellectuel ne cesse de croître dans l'ensemble des activités productives. La formation tout au long de vie, qui reste à construire, ne saurait minorer l'importance d'une formation de base, bien au contraire. Il est clair que la culture, les savoirs, la créativité engendrent une valeur ajoutée incontestable. De fait les processus cognitifs mis en œuvre dans le parcours scolaire peuvent devenir des leviers de la pensée et de l'action collective capables de peser sur les choix de société.

Le projet pour l'éducation du PCF est un projet d'émancipation. Le citoyen a besoin, sur des sujets complexes, de penser, de s'exprimer, de faire des propositions et des choix, de s'engager de militer. Il a besoin d'élargir ses horizons de vie, de culture, de sensibilité, d'ouverture aux autres.

La formation scolaire doit être pensée comme une culture commune, levier de toutes les émancipations singulières et sociales. Le système éducatif, s'appuyant sur l'idée que tous les êtres humains sont capables d'y parvenir, doit permettre à tous les jeunes d'accéder à ce haut niveau.

Pensons l'accès aux savoirs et à la connaissance comme un droit universel de chaque individu et du collectif dans lequel il vit.

Pensons la maîtrise des connaissances et des savoirs comme un enjeu théorique/pratique majeur de la lutte de classes, d'émancipation possible des travailleurs par eux-mêmes, comme un enjeu capable de faire faire un bond de civilisation, comme un droit humain universel.